

SOLIDARITÉ

Aléos, un acteur majeur de l'insertion par le logement

Loïc Richard dirige Aléos depuis 2012. La structure qui vient de fêter son 70^e anniversaire compte plus d'une centaine de salariés, gère à ce jour 16 résidences et des appartements permettant de loger quelque 2000 personnes. L'association mulhousienne n'a cessé de grandir ces dix dernières années.

Vous avez fêté officiellement le 70^e anniversaire d'Aléos en novembre dernier. Quelles sont vos priorités à venir ?

On a finalisé notre plan stratégique sur cinq ans, pour la période 2021-2026. On a retenu cinq axes : investir dans les compétences des salariés (formation, recrutement, outils informatiques) ; répondre aux nouveaux besoins, notamment ceux des jeunes majeurs qui sortent de l'ASE (Aide sociale à l'enfance, jeunes en errance) et ceux des publics plus âgés qui sont en perte d'autonomie dans nos résidences, ne peuvent accéder à un Ehpad trop onéreux pour leurs moyens ; mieux mailler le territoire en nous implantant à Colmar, Saint-Louis ; développer et consolider nos partenariats avec d'autres acteurs sociaux ; améliorer notre communication interne, en 2022, on atteindra 130 salariés, c'est un véritable enjeu. Il y a aussi la question de notre rôle de plaidoyer.

Que voulez-vous dire par ce



Loïc Richard, directeur d'Aléos, devant le bâtiment, 83 rue Koehlin dans la Cité ouvrière de Mulhouse qui accueillera le nouveau siège de l'association en 2022. Photo L'Alsace/Vincent VOEGTLIN

« rôle de plaidoyer » ?

Ce qu'il faut changer, c'est la capacité d'une société et des pouvoirs publics à accepter que le rôle associatif est aussi de porter des plaidoyers, en particulier dans une société qui exclut. La relation avec les pouvoirs publics se limite à une logique de prestation de service dans le domaine social, notamment depuis la mise en œuvre de la loi de 2010 sur les appels à projet. Si l'État, les pouvoirs publics n'intègrent pas notre rôle de plaidoyer, on perd le sens de notre engagement associatif qui est de faire progresser la République sociale qui est la nôtre.

Ces dix dernières années,

l'association n'a cessé de grandir. Quel est votre budget ? Êtes-vous toujours à l'équilibre ?

Notre budget annuel s'élève à environ 13 millions d'euros. On n'a pas de problème d'équilibre. On est très attentif aux financements qu'on nous propose, on n'a jamais voulu faire de « low cost » en matière sociale. Si le financement est trop aléatoire, on ne répond pas à l'appel à projet.

On a un parc immobilier de plus de 50 millions d'euros, on est propriétaire de la totalité de notre parc de résidences. L'objectif, c'était de ne plus dépendre de propriétaires. On a aussi 20 millions de fonds propres et 30 millions de dette.

Y a-t-il une limite à ce développement ?

Ce qui fait le succès de notre développement cette dernière décennie, au-delà de l'augmentation des problèmes sociaux qu'on déplore, c'est qu'on a gardé une taille de PME, ce qui nous permet d'être très réactifs et en prise avec les besoins du territoire. Si on devait demain se projeter en Lorraine ou ailleurs, je ne pense pas qu'on serait capable de répondre avec la même qualité de travail de réseau et de coopération. On agit en Alsace, jusqu'à Colmar et Sélestat, un peu dans le Territoire de Belfort, mais pas au-delà. Notre modèle est un modèle de proximité.

Quelles sont aujourd'hui les questions les plus sensibles ?

Il y a ces nouveaux besoins déjà évoqués. Pour les 18-25 ans, il y a nettement un trou dans la raquette. Et la question des personnes âgées à faibles ressources qui deviennent dé-

pendantes.

L'insertion socioprofessionnelle est une autre question compliquée. On a perdu des outils d'insertion par l'économique. Globalement, l'insertion a besoin de temps. Le défi majeur à surmonter, c'est l'inadéquation fondamentale entre les attentes des employeurs et le public en difficulté que nous avons. Les entreprises ont besoin de personnes efficaces et opérationnelles tout de suite. Mais les personnes en situation de précarité ont besoin de sas pour se reconstruire. On a supprimé de nombreuses structures d'insertion, d'emplois aidés, aujourd'hui, on le paye.

Il y a aussi d'autres freins, la mobilité, la garde des enfants, la maîtrise de la langue pour les primo-arrivants.

Et toujours la question du logement. La production de logements sociaux s'est effondrée ces dernières années et on le savait, avec notamment,

la diminution des APL. L'effet indirect, c'est un tiers de budget en moins alloué au logement !

Il y a toujours un effet d'inertie. Comment trouver des logements accessibles ? L'État mise sur le logement social privé, il y a aussi une feuille de route pour le redéploiement des résidences sociales, des outils pour développer les places pour les jeunes, les personnes âgées, les femmes victimes de violences... Mais la création de nouvelles résidences sociales ex nihilo est difficile. Pour construire, il faut aussi convaincre.

Concernant le dispositif du Logement d'abord, le gouvernement n'a pas intégré la question de l'accompagnement sans limitation de durée, pourtant nécessaire.

Propos recueillis par Frédérique MEICHLER

PLUS WEB Notre diaporama sur nos sites lalsace.fr et dna.fr

Des baraques aux résidences

■ 1951. Création du CASNAHR (Comité d'action sociale nord-africaine du Haut-Rhin) à la demande du sous-préfet de Mulhouse de l'époque, Jean Vaujour, voyant arriver de nombreux ouvriers originaires du Maghreb pour travailler dans les usines du département. Un « Bureau d'intervention » exerce ses premières permanences administratives à Mulhouse en 1952. L'hébergement est assuré dans des baraques boulevard de la Marseillaise à Mulhouse.

■ 1953. Mise en service de pavillons dans le quartier de Bourtzwiller à Mulhouse ; la « Cité Mohamed Keddar » abritera ainsi jusqu'à 300 résidents.

■ 1955. Création de l'association Anarf qui construit un foyer rue de la Mertzau. Entre 1956 et 1960, mise en service des foyers de Huningue (119 places) et Cernay (134 places). En 1961, l'association prend en gestion le foyer Sonacotra rue de La Rochelle à Mulhouse (278 places).

■ 1966. Élargissement des objectifs statutaires et modification du sigle en Comité haut-rhinois d'action sociale en faveur des travailleurs migrants (Cotrami).

■ 1974. Ouverture du centre « Laos, Vietnam, Cambodge » sur le site de « l'Écluse » à Mulhouse, pour répondre à l'urgence des réfugiés du Sud-Est asiatique. Ouverture du foyer des Cigognes à Mulhouse. Malgré la fin officielle de l'immigration de travail en 1974, les entreprises alsaciennes en manque de main-d'œuvre étrangère obtiennent des dérogations. Au milieu des années 1970, Cotrami dispose de 2200 places dans 9 foyers, dont 50 % sont utilisés par Peugeot. Sonacotra lance la construction de nouveaux foyers à Mulhouse, Soleil (rue Hubner) et Les Marronniers (Quai d'Oran). Avec le chantier du canal du Rhin, la Somco construit un foyer à Ottmarsheim en 1975.

■ 1975. Le rapprochement familial vide une partie des foyers de travailleurs migrants qui connaissent une crise. Une longue grève des loyers oppose de 1975 à 1980 les résidents à la Sonacotra et touche aussi les foyers Cotrami. Michèle Monnier prend la présidence de Cotrami et met fin à la grève. L'association déplace son siège rue Vauban.

■ 1979. 3000 familles sont en attente d'un logement HLM à Mulhouse et 1000 immigrés célibataires vivent dans des taudis ou des baraques.

■ 1980. Création à Paris de l'Unafio (Union nationale des associations gestionnaires de foyers) à laquelle adhère Cotrami.

■ 1982. Ouverture du premier CHRS de 15 places au foyer rue Vauban pour des couples avec enfants et des familles monoparentales.

■ 1985. Extension statutaire de l'action de Cotrami aux personnes isolées, création de l'association Agir pour lutter contre la précarité qui touche la deuxième génération.

■ 1992. Création chez Cotrami d'une cellule d'aide à la création d'entreprise et de l'Observatoire régional de l'immigration (ORI), conçu comme « un outil de développement et d'aide à la décision



En 2011, Aléos préparait le logement de quelque 300 résidents de l'ancien foyer Stamm de l'association Anarf, voué à être rasé, juste à côté du Parc-Expo de Mulhouse. Parmi eux, des retraités d'origine maghrébine qui ont vécu toute leur vie en Alsace loin de leurs familles restées au pays. Archives L'Alsace/Darek ZSUSTER

dans le champ de l'intégration des populations immigrées ». L'ORI devient une association indépendante en 1996. Création d'une première AIVS (Agence immobilière à vocation sociale)

■ 1997. 45^e anniversaire de Cotrami. L'association diversifie son activité vers une logique de parcours résidentiel, d'acteur d'intégration sociale et professionnelle.

■ 2001. À l'occasion de son 50^e anniversaire, l'association Cotrami, dirigée à l'époque par Dominique Giudicelli, change de nom et devient Aléos, se dote d'un nouveau slogan : « Au-delà du logement ». Son public est devenu majoritairement des Français en difficulté économique. Achat de l'ancien hôtel Le Touring à Mulhouse, d'un foyer SNCF à Saint-Louis.

■ 2002. Le siège d'Aléos est transféré avenue Kennedy. À partir de 2015, l'association multiplie les acquisitions de bâtiments divers pour les reconstruire en logements (tribunal et gendarmerie de Cernay, locaux de la synagogue de Domach, poste de Soultz, presbytère de Franken, garage automobile à Mulhouse...)

■ 2010. Dissolution de l'association Anarf et relogement des 300 résidents par Aléos, en partie dans l'ancienne résidence des Violettes à Bourtzwiller. Lancement d'une réflexion sur l'histoire des travailleurs migrants algériens venus dans le département depuis la Libération, sous la direction de l'historien Yves Frey qui donne lieu à une exposition, une bande dessinée, *Les Chibanis*, et le dépôt aux archives départementales de témoignages de travailleurs immigrés retraités.

■ 2022. Aléos qui a repris en gestion de nombreux foyers à Mulhouse et dans le département, gère 16 résidences (dont les Amarantes à Riedisheim, récemment inaugurée), une centaine d'appartements diffus et répond régulièrement à des appels à projet sur des missions ponctuelles. L'association présidée par Gérard Unfer prépare le déménagement de son siège dans des anciens locaux d'EDF, rue Koehlin à Mulhouse.

Un public en constante évolution



En octobre 2016, Aléos ouvre un centre d'accueil et d'orientation dans son foyer d'Ottmarsheim pour les réfugiés. Archives L'Alsace/Thierry GACHON

Créée dans l'urgence il y a soixante-dix ans pour accueillir une main-d'œuvre originaire du Maghreb recrutée massivement pour travailler dans les entreprises alsaciennes, l'association Aléos a changé plusieurs fois de nom et s'est adaptée régulièrement aux besoins de logements du territoire en diversifiant son offre résidentielle et en créant des dispositifs d'accompagnement et d'insertion, dans le domaine de la santé, de la formation et du travail.

Actuellement, les personnes d'origine étrangère ne sont qu'une petite partie des résidents. Des retraités « chibanis » (cheveux blancs, en arabe) et de jeunes de moins de 25 ans symbolisent les différentes générations, mais toutes les tranches d'âge et toutes les configurations familiales sont représentées.

35 % salariés et retraités parmi les résidents

En 2021, Aléos enregistrerait parmi ses quelque 2000 personnes logées en résidence sociale (foyers) : 25 % 68E-LO1 03



Un habitant chibani de la résidence de l'Écluse Aléos. Archives L'Alsace/F.M.

de plus de 60 ans, dont 15 % de retraités ; 11,5 % de personnes au chômage ; 24 % de bénéficiaires du RSA ; 6 % de personnes en situation de handicap ; 22 % de salariés ; 12 % de personnes en formation (apprentissage, stagiaires) ; 11,5 % autres (lits santé, réfugiés, centre d'hébergement et de réinsertion sociale...).

Une petite entreprise de 112 salariés

Parmi les personnes logées dans des appartements diffus (grâce au service Iméos, agence immobilière à vocation sociale) : 33 % de bénéficiaires RSA ; 28 % de personnes en CDI ; 14 % de personnes en CDD ; 9 % de retraités ; 7 % de bénéficiaires d'allocations-chômage et revenus du travail ; 4 % de personnes bénéficiaires de l'AAH (allocation adulte handicapé) ; 2 % sans aucune ressource...

Dans la petite centaine de logements gérés par Iméos, les isolés représentent 41 %, suivent les foyers monoparentaux (30 %), les couples sans enfant (11 %) et les



Bircan, 19 ans, est hébergé actuellement dans la nouvelle résidence des Amarantes d'Aléos. Photo L'Alsace/Samuel COULON

couples avec enfants (18 %).

Au 31 décembre 2021, Aléos comptait 112 salariés dont 8 au siège (direction/salariés), 10 dans son agence Iméos, 28 personnes chargées de la gestion des résidences, 38 travailleurs sociaux, 14 salariés dans le secteur santé, 14 dans le secteur initiatives/emploi.

Bientôt rue Koehlin

L'association tournera une nouvelle page de son histoire en 2022, avec le déménagement du siège, avant la fin de l'année, dans des locaux réaménagés rue Koehlin. L'ensemble des bâtiments représente une surface de 4000 m². Aléos, qui occupera un peu plus de la moitié, partagera le site avec d'autres associations œuvrant dans le domaine social : la Croix-Rouge (16 %), l'Adil-Agence nationale pour l'information sur le logement (4 %) et l'Amac - Association mulhousienne d'aide aux chômeurs (9 %).